

Lettre ouverte à Christian Estrosi, maire de Nice et ami de la « racaille »

Monsieur,
 Vous venez ainsi de choisir votre camp. Je ne parle pas de votre camp politique, celui dans lequel vous avez été adoubé grâce à vos relations familiales et dans lequel vous vous êtes moulé sans problème, partageant les mêmes nobles idéaux sonnants et trébuchants que ceux dont vous êtes devenu le digne héritier. Je ne parle pas de ce camp de l'imposture sociale qui vous a fait roitelet à Nice et, un temps, ministrien à Paris, promotions sans doute insuffisantes eu égard à vos ambitions mais, il faudra un jour que vous en preniez conscience, inespérées eu égard à vos prédispositions.

Quand je dis que vous avez choisi votre camp, c'est que samedi dernier, entre celui de la racaille et celui des honnêtes gens – je sais, l'expression fait ringard, mais si vous ne voyez pas autour de vous à quoi ça peut ressembler, des honnêtes gens, sortez dans la rue, à pied, et regardez autour de vous, il y en a même qui, en toute confiance, ont voté pour vous –, samedi dernier, disais-je, entre le camp de la racaille et le camp des honnêtes gens, vous avez pris le parti des premiers.

**Plutôt « Allah Akbar »
 que
 « Maîtres chez nous » !**

De jeunes Français – les autres aussi dites-vous? c'est bien le problème! –, de jeunes Niçois voulaient manifester sur le thème « *Maîtres chez nous* ». Nissa Rebela, les Identitaires du pays niçois, avaient déposé une demande d'autorisation de manifestation dans les formes. Pour ne pas, pour ne plus laisser la rue à ces voyous qui, le samedi précédent, sous couvert de manifester leur solidarité avec le peuple palestinien, étaient venus saccager et piller le centre ville de Nice. La place Masséna et les rues alentour, vous connaissez? Non?

Demandez à votre chauffeur, il vous y conduira.

Or vendredi, veille de la manifestation de Nissa Rebela, le préfet des Alpes-Maritimes l'a interdite. Et vous, maire de Nice, maire des Niçois, vous vous en êtes réjoui. Parce que les jeunes Niçois « *voulaient faire du grabuge* » et « *étaient prêts à l'affrontement* », avez-vous dit. J'ignore ce qu'il en est. Mais si ce que vous dites est vrai, votre attitude est encore pire. Elle est encore plus vile car cela signifie que, non content d'être incapable de vous opposer aux hordes de délinquants qui, ce samedi encore bien sûr, en toute impunité comme la semaine précédente (hormis de pauvres bougres qui ne couraient pas assez vite), ont pillé et saccagé les commerces du centre ville et du mobilier urbain dont vous seriez plus soucieux si ce n'était pas vos administrés qui le payaient, vous voulez interdire que d'autres aient le courage qui vous fait cruellement défaut.

Votre attitude est encore plus lâche car vos propos indiquent que vous préférez subir la loi de la racaille, que vous préférez courber l'échine devant ces groupes de petits merdeux qui se régalaient à détruire en scandant « *Allah Akbar!* », par croyance ou juste par provocation, plutôt que de soutenir, ne serait-ce que moralement – on ne vous demande pas de froisser le costume! –, une jeunesse niçoise qui a, elle, le courage moral et physique de signifier à tous ces voyous que Nice, pas plus qu'aucune autre ville de France, n'appartient à la « *caillera* », dut-elle leur mettre la rouste qu'elle mérite.

Et comme si cela ne suffisait pas, vous avez ajouté que « *ce mouvement [vous parliez de Nissa Rebela] est complètement inacceptable dans cette ville. Il représente tout le contraire de ce que je peux tolérer* ». Le contraire? Mais le contraire, que vous

avez justement toléré, ce sont les bandes ethniques! Le contraire, ce sont les casseurs! Le contraire, ce sont ceux que vous dénonciez dans les colonnes de « *Minute* », en juillet 2000, en assénant (mais c'est vrai qu'on était à moins de deux ans de la présidentielle): « *La tolérance zéro est aujourd'hui la seule voie possible.* » Le contraire de « *Maîtres chez nous* », à votre avis, c'est quoi? Je vais vous le dire: c'est « *Esclaves en France* ». Esclaves terrorisés devant les bandes allochtones que vous avez laissé venir et proliférer, et qui maintenant vous font peur.

Parce qu'il ne s'agit pas ici de vos convictions politiques, soyons sérieux. Vous vous souvenez de l'apostrophe que vous avait lancée **François Léotard** au conseil régional en mars 1998, quand il vous avait dit de dégager avec vos amis avec lesquels vous tentiez de dégager une majorité entre gaudinistes et lepénistes? Regardez-moi en face **Estrosi**. Bien en face. Les yeux dans les yeux. « *Maîtres chez nous* », qui a toujours été la ligne politique de « *Minute* », c'est vraiment contraire à tout ce que vous pouvez tolérer? Sûr? Certain?

**Quand « Minute »
 pouvait vous être utile**

Rappelez-vous l'été 2003. Nous étions à moins d'un an des élections régionales. Vous aviez appelé l'un de mes collaborateurs. Ça y est, vous y êtes? Ce journaliste de « *Minute* », vous le connaissiez bien. Et pour cause. Vous étiez l'un de ses informateurs. Vous y trouviez votre compte, à balancer quelques ragots sur tel ou tel qui vous faisait de l'ombre à l'UMP, et nous y trouvions le nôtre, en révélant quelques dessous des cartes. Vous l'avez donc appelé car vous souhaitiez me parler. Mais comme c'était délicat, vous ne souhaitiez pas m'appeler directement, il vous fallait un intermédiaire. Pour tâter le terrain.

Il vous aurait plu si j'ai bien compris le message – mais je crois l'avoir bien compris – que « *Minute* » se recentre. Oh, pas définitivement, juste le temps des régionales. Et pas non plus, forcément, sur tous les sujets, juste pour ce qui concernait le scrutin en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Vous auriez aimé que nous fussions plus indulgents à l'égard du discours de l'UMP. Moins intransigeants. De sorte que nos lecteurs, qui sont nombreux dans votre région, soient, comment dire, plus « *réceptifs* » aux arguments électoraux de vos amis... Et bien sûr, nous en aurions été récompensés. Au centuple? Je n'en doute pas...

On n'a pas eu le temps de discuter contrepartie. Ma réponse vous a-t-elle été transmise dans sa forme brute. Je crains que mon collaborateur ne l'ait édulcorée. Je ne peux pas lui en vouloir. Un informateur, ça se préserve. Mais autant que vous sachiez, pour que les choses soient tout à fait claires entre nous, ce que j'ai répondu quand votre aimable proposition m'a été transmise: « *Dis-lui qu'il aille se faire...* » Sans point d'exclamation. Posément. Je ne suis pas un sanguin.

Mes lecteurs habituels vont me trouver grossier, mes enfants aussi? Certainement, et je les prie de m'excuser de ce ton inhabituel chez moi. Mais ça m'est venu tout seul. A vous voir dénigrer, que dis-je, dénoncer, honnir en attendant sans doute de pouvoir les bannir de la ville ceux qui veulent résister à l'invasion, je ne regrette rien. Ni mes propos, ni l'inspiration que j'ai eue de ne pas vouloir vous rencontrer, ne serait-ce que par curiosité. A 900 kilomètres de distance, déjà, rien qu'à l'idée, j'en ai la nausée.

Veillez croire, Monsieur, que vous représentez le contraire de ce que je peux tolérer. ■

Jean-Marie Molitor
 directeur de « *Minute* »